

29 mars 1996, Montréal

Allocution devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Monsieur le Maire de Montréal,

Madame la Présidente de la Communauté urbaine de Montréal,

Monsieur le Président de la chambre de commerce du Montréal métropolitain,

Monsieur le Président de la Conférence des Maires de la banlieue de Montréal,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux de vous voir ici en si grand nombre. On m'avait informé, ces derniers jours, qu'il y avait une demande pour des billets pour le déjeuner d'aujourd'hui, mais j'étais quand même un peu inquiet. Oui, car je savais, moi, que, lorsque le président du Conseil du Trésor allait présenter ses crédits cette semaine, il allait réduire de 110 000 000 \$ le montant des subventions à vos entreprises... Mais je vois que vous êtes venus quand même... Et je pense savoir pourquoi.

Depuis quelques semaines, au Québec, nous entendons un appel. Les chômeurs comme les présidents de nos plus grandes entreprises, nos coopératives et nos syndicats, nos élus locaux ou de l'Assemblée nationale, réclament, tous, un nouveau départ pour l'économie québécoise et l'économie montréalaise. Il y a, depuis quelques semaines au Québec et à Montréal, un nouveau climat de coopération et de solidarité. Avant de discuter avec vous de la situation montréalaise, je voudrais tenter de cerner les causes de ce regain de volonté pour pouvoir en tirer, pour nos citoyens, le maximum. Je pense d'une part que l'effort qui nous est demandé cette année, l'effort économique, celui de la relance de l'emploi, celui de la réforme de nos institutions, celui de l'équilibre budgétaire à atteindre, cet effort, donc, fait résonner en nous une vieille corde, celle de notre esprit d'endurance dans l'adversité. Notre présence ici aujourd'hui, la vôtre et la mienne, sont le produit de l'esprit volontaire, de la persévérance de nos parents, de nos grands-parents francophones et anglophones, des nouveaux arrivants qui se sont joints au Québec, de la force des institutions qu'ils ont construites. Et ils ont fait tout cela, dans un climat de difficulté. Toujours, en ramant à contre-courant.

En ce début d'année 1996, le peuple québécois est placé en quelque sorte au détour d'une rivière dont il remonte le courant, et il aborde un passage difficile. Non loin, il y a des rochers et des remous. Des eaux blanches. Plutôt que de se décourager devant le défi, nous sentons au contraire un regain d'énergie, une volonté de faire front. Notre équipe de rameurs se ressoude en pensant à la fois au parcours qu'il faudra emprunter pour éviter les écueils, à la force qu'il faudra déployer pour braver le courant, et à la satisfaction qui sera nôtre lorsque l'obstacle aura été franchi. Voilà, je crois, le sentiment qui nous anime tous au printemps de 1996. Il est augmenté d'une autre réalité nouvelle tirée, celle-là, de notre passé très récent. Lundi dernier, j'ai indiqué qu'au cours des quatre dernières années, nos gouvernements

successifs ont été mobilisés par un certain nombre d'obligations politiques : débats sur Meech en 1990, Commission Bélanger-Campeau en 1991, référendum en 1992, course au leadership au Parti libéral du Québec alors au pouvoir en 1993, élection générale en 1994, nouveau référendum en 1995. Ces étapes étaient nécessaires, mais on doit reconnaître qu'elles ont drainé une partie de l'énergie du gouvernement. Cette année, nous nous consacrerons totalement à gouverner. Mais il s'agit de plus que cela. Le gouvernement est un acteur essentiel de notre société. C'est lui qui doit avoir une vision d'ensemble, qui doit susciter la concertation nationale, canaliser les grands débats, rendre les arbitrages. Il donne le ton. Cependant, seul, il ne peut rien. L'énergie québécoise, on la retrouve dans la société, dans les bureaux, les usines, les villes et les régions, dans les familles et les écoles, les hôpitaux et les laboratoires. Or, ces dernières années et, particulièrement, l'an dernier, la société québécoise a investi une énergie extraordinaire dans un grand débat sur notre avenir politique. Le référendum d'octobre a été un moment difficile pour beaucoup de nos citoyens.

Mais il faut admettre aujourd'hui que l'effort d'ingéniosité, de créativité, d'organisation, de travail sur le terrain que nous avons déployé l'an dernier dans le camp du Non comme dans le camp du Oui, représente une somme incalculable. Les milliers d'assemblées et d'événements, les débats, les argumentaires, les pointages, les tournées, le vote lui-même: 94 % des électeurs ont participé. Une conclusion s'impose : c'est que l'énergie du Québec, ce sont les Québécois. Après ce grand effort, et le résultat du 30 octobre, puis la pause salutaire des vacances de fin d'année, nous nous retrouvons au printemps de 1996 avec toute cette énergie, hier harnachée dans le débat politique, aujourd'hui disponible pour l'effort économique. Et l'appel que nous ressentons aujourd'hui, c'est aussi la volonté de s'investir autant que l'an dernier, mais dans quelque chose d'autre. Nous nous sommes fait des muscles et des méninges depuis quelques années dans des combats menés avec nos meilleurs adversaires : nous-mêmes. Nous sommes prêts, maintenant, à combiner ces muscles et ces méninges pour tirer, tous, dans la même direction. Sachant que le tout est supérieur à la somme des parties, nous avons raison d'avoir confiance en l'avenir. Vous le savez, il n'y aura pas de relance de l'économie québécoise sans relance de l'économie montréalaise. Et il n'y aura pas de relance sans la volonté des Montréalais eux-mêmes. Or nous avons, ces jours derniers, des exemples éloquentes de la volonté des Montréalais de construire l'avenir de la métropole. J'ai eu l'honneur de participer à l'inauguration du nouveau centre Molson, un projet remarquable, réalisé sans argent public. Voilà une grande réussite pour laquelle on doit applaudir Monsieur Ronald Corey et toute son équipe, sans oublier la famille Molson qui, depuis plus de 200 ans, a joué un rôle constant dans le développement de Montréal.

Toujours dans le domaine sportif, Monsieur Claude Brochu a joué un rôle clé, la semaine dernière, dans la conclusion d'une nouvelle entente sur le partage des revenus au baseball qui va puissamment contribuer à garantir l'avenir des Expos de Montréal, c'est-à-dire l'avenir des Expos à Montréal. Bravo.

Deux autres signes visibles du développement de Montréal sont en train de prendre forme. Le nouveau siège social de l'Organisation de l'aviation civile internationale et le nouvel édifice de l'école des Hautes études Commerciales.

Avec le Centre Molson, ces deux bâtiments incarnent les voies de l'avenir de la métropole. Le tourisme, les loisirs, le haut-savoir et les organisations internationales sont les axes de

développement que privilégiait déjà le rapport Picard il y a dix ans. Et on sent bien qu'au-delà des aléas de la conjoncture, les tendances lourdes qui poussent Montréal vers le prochain siècle sont à l'œuvre. Il ne faut pas fermer les yeux face aux très graves problèmes de la pauvreté, des mises à pied, du décrochage scolaire qui sévissent dans la métropole. Les restructurations, notamment des industries vieillissantes, ne sont pas tout à fait terminées. Cependant il ne faut pas se cacher non plus que les Montréalaises et les Montréalais ont misé, ces dernières années, dans les créneaux de la nouvelle économie. Informatique, logiciel, communication, biopharmaceutique, aérospatiale : la métropole fait tous les jours un pas de plus dans l'économie de demain.

Nous avons à Montréal quatre universités, une population jeune et débrouillarde, baignant dans une culture de l'entrepreneurship en plein essor, pensez qu'il y a ici 50 fonds, privés et publics, de capital de risque. Grâce à la jonction de ces deux forces, le savoir et l'investissement, il y a dans de petits bureaux du centre-ville ou de la périphérie, les futurs Softimage, les futurs Bombardier, les futurs Biochem.

Et nous avons eu raison d'offrir à nos compagnies et à celles qui viennent se joindre à nous les meilleurs incitatifs fiscaux en Occident pour la recherche et le développement. Il faut faire en sorte que tout le monde le sache et que plus de monde en profite. Cette année, nous pouvons enfin mettre de l'ordre dans nos leviers de décisions, plutôt que d'en subir le désordre. Le sujet n'est pas nouveau, les rapports Picard et Pichette ont montré la nécessité de mieux développer une vision régionale et de coordonner les actions. Ce qui a manqué, dans le passé, c'est la volonté politique. Maintenant, nous l'avons. Le ministre Serge Ménard, ministre de la Métropole, a le mandat de créer une Commission de développement qui sera un véritable lieu de pouvoir de la région métropolitaine. S'appuyant sur les rapports déjà élaborés et sur une consultation qu'il est en train de mener, il concevra cette Commission comme un lieu d'action combiné du milieu montréalais et du gouvernement québécois.

Sa Commission, qui aura deux vice-présidents, un francophone et un anglophone, aura des responsabilités de promotion économique et conseillera le gouvernement en toutes matières concernant ses interventions dans la métropole : aménagement du territoire, orientations économiques, immobilisations et planification stratégique des ministères, culture, transport, etc.

En matière de transport, la nouvelle Agence métropolitaine constitue une priorité. Dans un mois, au plus tard, son directeur général sera nommé, puis son conseil d'administration, et le travail pourra commencer. Cela ne signifie nullement que les élus locaux doivent attendre les événements. Car je vais vous donner un exemple de ce que produit l'attente. Lors du rapport Pichette, en 1991, on avait recensé 102 municipalités dans la région métropolitaine. Cette année, il y a 111 municipalités. Neuf de plus ! J'ai l'impression qu'elles se reproduisent ! En fait, c'est la région qui s'étale.

Le ministre vous invitera cependant à mettre en commun vos énergies, vos services et certaines de vos structures pour atteindre un plus grand niveau d'efficacité et d'économie. On sait tous que l'étalement urbain provoque la crise de la ville-centre. On sait tous que cet étalement nuit à l'équilibre linguistique sur l'île de Montréal et nuit à notre capacité d'intégration des nouveaux arrivants. On sait tous que l'éparpillement du pouvoir municipal

dans la métropole est un frein au développement, qu'il contribue à nos problèmes sociaux et économiques.

La Commission de la métropole ne doit pas ajouter un étage de structures à ce qui existe déjà. Elle doit être un élément de solution qui organise le pouvoir de deux façons: en harnachant, mieux que jamais auparavant, les décisions du gouvernement du Québec qui portent sur Montréal et en les arrimant, mieux que jamais auparavant, aux leviers locaux et régionaux de décision.

Cette Commission est une occasion de réinventer le pouvoir régional montréalais. Le ministre et le premier ministre sont plus qu'intéressés d'entendre les avis des élus et des partenaires de la région à ce sujet. La Commission vient, de plus, accompagnée d'une autre nouveauté: le courage politique québécois d'agir, enfin, pour la convergence des énergies et des décisions dans la métropole.

Par ailleurs, nous devons transformer nos avatars en avantages. Le ralentissement économique a-t-il provoqué une chute des prix des terrains et des loyers? Utilisons cet avantage : parmi les métropoles nord-américaines et européennes, c'est à Montréal que le loyer d'un bureau de prestige est le plus abordable, que le coût de l'habitation est le plus attirant, que le coût d'un terrain industriel est le plus bas, avec Atlanta. Montréal est aussi la deuxième ville où le coût de la vie est le moins élevé et où la facture d'imposition corporative est la moins onéreuse.

Avec, en prime, la différence, la qualité de vie, la sécurité publique, la vraie jonction de deux grandes civilisations et de plusieurs cultures, le ski de fond et les cafés-terrasses. J'ai lu le dossier « décision Montréal » préparé par la CUM. Il est impressionnant. Notre dossier est imbattable. Et ça commence à se savoir.

Au cours des trois dernières années, 170 entreprises étrangères ont investi plus de 1 600 000 000 \$ dans la métropole, créant 4 800 emplois. L'an dernier, donc en année référendaire, dix nouvelles entreprises étrangères ont pris la décision d'investir au total 112 000 000 \$ sur le territoire de la CUM. Elles viennent de Hollande, du Vénézuéla, du Massachusetts, de Georgie, du Tennessee ou de l'Ontario. Les avantages de Montréal, pour aujourd'hui et pour le siècle prochain, c'est un message que nous lançons aux investisseurs étrangers. Lorsqu'ils viennent, c'est un message qu'ils nous lancent à nous-mêmes.

This week, in less than an hour and without asking for premiums, investors from Ontario and small investors from the United States snatched up a Quebec bond issue of 350 000 000 \$. These people aren't blind or deaf. They've read the gloom and doom stories. They've read the reports about decline and despair. Yet, they made an investment in Quebecers. Without hesitating. Maybe it's because they can also read the fundamentals of our economy, the quality of our skills, our shared determination to solve our problems. Their decision on Tuesday to invest in the future of Quebec is not a sentimental one. Like those of the foreign companies I've spoken of, who decided to set up shop in the Montreal area over the last year. This is what investors call: Smart money. Smart money knows that this is no time to sell in Montreal, this is the time to buy. Smart money knows that this is not the time to leave Montreal, this is the time to get in, to consolidate or expand. Prices are low – opportunities are great. And when smart money comes our way, we should stick around because what it

provides us is not only investment, but faith in ourselves, faith in our metropolis, faith in our future.

Je parle d'investissement étranger mais nous savons que notre principale force, de loin, c'est nous-mêmes. Et nous devons trouver dans notre propre réseau d'affaires et de bonne volonté la capacité de créer de la richesse nouvelle et de mettre les Montréalais au travail. La conférence socio-économique de la semaine dernière a débouché sur la formation de trois grands chantiers qui auront, j'en suis sûr, un impact durable sur la relance économique et sociale de Montréal.

Le président de la Banque nationale, Monsieur André Bérard, a accepté de présider le chantier portant spécifiquement sur la relance de Montréal. Une petite équipe, tirée du secteur privé et du secteur public, des partenaires socio-économiques, aura pour tâche de faire le tri parmi les projets disponibles et d'en inventer de nouveaux. Il se concentrera notamment sur les exportations, le développement technologique et celui des industries culturelles et des communications. Monsieur Bérard déposera au sommet de l'automne un plan de travail fouillé, précis et immédiatement opérationnel pour créer, dans la métropole, de nouveaux emplois, occuper de nouveaux créneaux, ouvrir de nouvelles perspectives. Monsieur Bérard et son équipe ne s'occuperont pas de structure ou de réglementation. Ils auront une obsession : mettre plus de Montréalais au travail.

Madame Nancy Neamtan, porte-parole de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre et une des personnes les plus actives pour la réinsertion au travail des Montréalais dans le besoin, dirigera le Chantier sur l'économie sociale. Ce chantier développera ce secteur protégé de la compétition internationale, qui permet à des milliers de Québécois, dont beaucoup de femmes et de jeunes, de participer à la vie active tout en introduisant dans nos vies un supplément d'humanité. Mme Neamtan travaillera de concert avec des représentants du secteur public, du secteur privé, des partenaires et des organismes communautaires, et elle proposera au sommet de l'automne un plan détaillé et immédiatement opérationnel pour faire grandir l'économie sociale au Québec et, principalement, à Montréal.

J'en profite pour souligner l'importance du Montréal des quartiers, de l'entraide et de la compassion. Le réseau communautaire est précieux. C'est pourquoi, même en ces temps de rigueur budgétaire, le ministre de la Santé a augmenté de 26 000 000 \$, dans le cadre du virage ambulatoire, son budget de soutien aux organismes bénévoles. Un autre Montréalais, l'entrepreneur Jean Coutu, a accepté de se charger du Chantier de l'économie et de l'emploi. Monsieur Coutu a passé sa vie à créer des emplois dans les quartiers, dans les villages. Il a passé sa vie au contact des besoins immédiats de la population et dans la difficile tâche de gérer la croissance d'une entreprise. Voilà son défi, aujourd'hui : nous aider, à court terme, à susciter et à gérer la croissance de notre économie, en ayant aussi le souci du partage de l'emploi disponible. Monsieur Coutu et son équipe déposeront à l'automne un plan détaillé et immédiatement opérationnel de création et de partage de l'emploi.

Monsieur Bérard, Madame Neamtan, Monsieur Coutu sont des catalyseurs. Avec les autres membres de la conférence, ils invitent tous les citoyens de la métropole, quelle que soit leur

origine, leur langue ou leur couleur, à investir leur énergie, leurs idées, leurs espoirs dans les grands chantiers qui s'ouvrent.

We know what the problems are. What is being asked of us now is to take part in devising solutions. Quebecers and Montrealers of all languages and origins should know that this mobilisation of the good will and the good ideas of Quebec for jobs, community work, education, the prosperity of the metropolis, is a golden opportunity to get in step together in the process of conceiving and implementing the blueprints of our city, of our society. This is not about blaming or arguing. This is about building and contributing and being part of something that benefits us all and that brings us closer.

Pendant ce temps, le gouvernement fait avancer une série de grandes réformes économiques et sociales, vous les connaissez : fiscalité, sécurité du revenu, éducation, déréglementation. Pour la relance de l'économie, nous poursuivons notre action sur plusieurs fronts. D'abord, par la réduction rapide du déficit, nous libérons dans l'économie québécoise les centaines de millions de dollars que l'état s'accapare pour son financement. 1 800 000 000 \$, dans l'année fiscale qui se termine. 600 000 000 \$ dans l'année fiscale qui commence. 1 000 000 000 l'an prochain.

Le Québec contribue ainsi au relâchement de la pression sur les taux d'intérêts, il contribue donc à une tendance à la baisse du coût de l'investissement, donc à la création d'emplois. Il contribue aussi, d'après ce qu'on a pu constater cette semaine, à la bonne humeur et à l'optimisme du Président de la Banque du Canada. Ce n'est pas rien. Même s'il a réduit ses subventions aux entreprises, le Québec accroît sa participation, en tant que levier et que partenaire, dans la création d'emplois. Tout le secteur de la nouvelle économie constitue une priorité, vous le savez. Nous avons maintenu, aussi, l'intégralité de nos aides aux jeunes entrepreneurs et nous avons conservé le volet d'aide aux étudiants-entrepreneurs du Programme de démarrage d'entreprises.

Le Québec et, en particulier, la métropole détiennent une formidable ressource naturelle, source de richesse économique et culturelle: je veux parler du milieu culturel. Sa vitalité, sa maturité, sont le reflet de la vitalité et de la maturité du peuple québécois tout entier. Nous sommes donc heureux de pouvoir annoncer la création d'un important Fonds d'investissement de la culture et des communications dont la métropole ne manquera pas de bénéficier. L'Union des Artistes, l'Union des écrivaines et écrivains québécois et la Guilde des musiciens se sont entendus avec la Société québécoise de développement des entreprises culturelles et le Fonds de solidarité pour financer, dès cette année, des projets innovateurs en culture et communication.

Nous voulons travailler, rapidement, à un réseau unifié et plus efficace pour la formation de la main-d'œuvre. Vous savez que, pour cela, il faut que la volonté politique se fasse sentir, aussi, à Ottawa.

Nous avons noté que, pour la relance de Montréal, des ministres fédéraux se sont montrés ouverts à un dialogue constructif. Monsieur Paul Martin s'est entretenu récemment avec Monsieur Ménard et ils doivent se rencontrer sous peu. Monsieur Chrétien a eu la courtoisie de m'appeler, au lendemain de mon élection dans Jonquière, et nous avons parlé de la situation de Montréal et de la nécessité de conjuguer nos efforts pour Montréal et pour

l'ensemble du Québec. Nos cabinets sont en contact pour organiser, ce printemps, une rencontre où Monsieur Chrétien et moi-même discuterons des dossiers spécifiques qui nécessitent une action commune d'Ottawa et de Québec.

De notre côté, nous sommes en train de faire un tour d'horizon des projets les plus urgents et Monsieur Ménard s'entretiendra avec les principaux intervenants du milieu pour identifier les projets les plus mûrs pour cette occasion. Cependant je sais déjà que je vais parler à Monsieur Chrétien de formation de la main-d'œuvre, de commissions scolaires linguistiques, de développement industriel, de Train à Grande Vitesse, d'un véritable centre bancaire international. Je m'attends à ce qu'il ait, lui aussi, des suggestions utiles. Mesdames, Messieurs, nous avons, depuis quelques semaines, fait une brèche dans le mur de la morosité. Nous devons prendre tous les moyens à notre disposition pour ouvrir cette brèche, l'élargir, en faire un chemin, puis une avenue vers la prospérité. Il n'en tient qu'à nous, finalement, à notre volonté et à notre capacité d'invention et de concertation. Vous savez que je suis déterminé à ouvrir cette brèche. Avec votre permission, je me permettrai d'interpréter votre présence ici aujourd'hui comme un témoignage de votre volonté à élargir la brèche et à remettre la métropole et le Québec en marche.

Merci.